

## VERS UN AGENDA DE RECHERCHE SUR LES POLITISATIONS ORDINAIRES AU SEIN DE LA SOCIOLOGIE POLITIQUE FRANÇAISE ?

À propos de *L'ordinaire du politique : enquêtes sur les rapports profanes au politique*, dirigé par François Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot et Sabine Rozier

Julien Weisbein

De Boeck Supérieur | « Politix »

2017/3 n° 119 | pages 147 à 160

ISSN 0295-2319

ISBN 9782807391253

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-politix-2017-3-page-147.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

*Lecture critique*  
**Vers un agenda de recherche  
sur les politisations ordinaires  
au sein de la sociologie  
politique française ?**

**À propos de *L'ordinaire du politique :  
enquêtes sur les rapports profanes  
au politique*, dirigé par François Buton, Pa-  
trick Lehingue, Nicolas Mariot  
et Sabine Rozier\***

**Julien WEISBEIN**

**L**a publication au sein de la sociologie politique francophone de plusieurs ouvrages ou numéros de revue autour de la question des formes ordinaires de rapport à la politique permet de parler de la constitution d'un

---

\* Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Paradoxa », 2016, 410 p.

véritable agenda de recherche depuis le début des années 2000, agenda dont l'ouvrage ici recensé peut servir de produit comme de point d'étape important<sup>1</sup>. Le terme d'agenda est ici à entendre à la fois dans le sens anglo-saxon d'ordre du jour comme celui, plus classique, d'association d'actions et de dispositifs (séminaires de laboratoire, enquêtes collectives, etc.) à des événements (colloques, journées d'étude, table ronde, etc.), formant une communauté grandissante de chercheurs<sup>2</sup>. Cet espace tant social qu'intellectuel se caractérise par une certaine cumulativité, une évolution sans réels heurts paradigmatiques – même si des divergences existent quant à l'évaluation de ces formes particulières d'engagement politique. Il découle en partie d'une importation croissante de certaines références étrangères, souvent traduites<sup>3</sup>. Il est également transversal au sens où il intègre et unifie d'autres thématiques connexes, jusqu'alors analysées relativement séparément (la socialisation politique, la compétence politique, la démocratie délibérative ou bien la participation des classes populaires). Il est enfin assez novateur au sens où la politique y est de moins en moins saisie à partir d'objets spécialisés (l'élection, le parti, les politiques publiques, l'administration, etc.) et de plus en plus inférée de moments ou d'espaces sociaux éloignés (la salle de classe, les relations de voisinage, au sein du couple, de certaines activités récréatives, au travail, etc.), contribuant ainsi à enrichir sa compréhension, voire son repérage.

---

1. On citera principalement par ordre chronologique Darras (É.), dir., *La politique ailleurs*, Paris, PUF/CURAPP, 1998 ; Marie (J.-L.), Dujardin (P.), Balme (R.), dir., *L'ordinaire. Modes d'accès et pertinence pour les sciences sociales et humaines*, Paris, L'Harmattan, 2002 ; Lagroye (J.), dir., *La politisation*, Paris, Belin, 2003 ; Arnaud (L.), Guionnet (C.), dir., *Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, PUR, 2005 ; Gautier (C.), Laugier (S.), dir., *L'ordinaire et le politique*, Paris, PUF/CURAPP, 2006 ; *Revue française de science politique*, « La compétence politique. Nouveaux questionnements et nouvelles perspectives », 6 (57), 2007 ; Fromentin (T.), Wojcik (S.), dir., *Le profane en politique. Compétences et engagements du citoyen*, Paris, L'Harmattan, 2008 ; *Revue française de science politique*, « Passé et présent de la politisation », 1(60), 2010 ; Gaxie (D.), Hubé (N.), De Lassalle (M.), Rowell (J.), dir., *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Paris, Economica, 2011 ; *Critique internationale*, « La politisation des individus », 50, 2011 ; Berger (M.), Cefaï (D.), Gayet-Viaud (C.), dir., *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Bruxelles, Peter Lang, 2011 ; Le Gall (L.), Offerlé (M.), Ploux (F.), dir., *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Rennes, PUR, 2012 ; Frère (B.), Jacquemain (M.), dir., *Résister au quotidien ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013 ; Carrel (M.), Neveu (C.), dir., *Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*, Paris, Karthala, 2014 ; *Politix*, « Appropriations ordinaires des idées féministes », 109, 2015 ; *Politix*, « Protagonisme et crises politiques », 112, 2015 ; *Cultures & Conflits*, « Marges urbaines et résistances citadines », 101, 2016 ; Baamara (L.), Floderer (C.), Poirier (M.), dir., *Faire campagne ici et ailleurs. Mobilisations électorales et pratiques politiques ordinaires*, Paris, Karthala, 2016 ; et enfin Buton (F.), Lehingue (P.), Mariot (N.), Rozier (S.), dir., *L'ordinaire du politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016.

2. On mentionnera des sections thématiques organisées à l'occasion des Congrès de l'AFSP (par exemple, trois pour celui de Toulouse en 2007, un pour celui de Paris en 2013, un pour celui d'Aix en 2015), des séminaires de laboratoire (au CURAPP avec le CEVIPOP, à l'IISMM-EHESS, au LASSP...), des enquêtes collectives (CONCORDE, SPEL, PAECE, TAPAS...) ou bien de nombreuses journées d'études.

3. On peut citer Edward Thompson, Alf Lüdtke, William Gamson, Michael Billig, Carlo Ginzburg, Giovanni Levi ou James Scott.

À partir de la recension du livre codirigé par François Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot et Sabine Rozier au sujet de « l'ordinaire du politique », cet article se propose de mettre en perspective cet agenda de recherche et d'en proposer quelques balises et points de repère afin de synthétiser une masse assez conséquente de travaux. L'ouvrage en question se prête d'ailleurs bien à une telle projection en contre-plongée puisqu'il intègre les principaux acquis de cette littérature (et à cet égard, son introduction est un modèle du genre) tout en maintenant, on le verra, un point de vue fort sur la portée démocratique de ces rapports ordinaires à la politique.

### **Voir la politique *ailleurs, autrement, aux frontières, sans en avoir l'air, par en bas ou bien ordinaire...***

On peut sans doute faire remonter cette histoire sous-disciplinaire à la publication en 1998 de *La politique ailleurs*, qui porte alors sur l'entreprise politique non conventionnelle, c'est-à-dire ces formes de mobilisation directe qui font l'économie des instances de médiation de la démocratie représentative mais qui restent peu analysées par une sociologie politique jugée, à l'époque, toujours marquée par un surmoi juridique et légitimiste<sup>4</sup>. S'inscrivant dans un débat ouvert sur les « nouvelles » formes d'engagement politique qui remettraient en question la thèse de l'autonomie relative du champ politique, l'ouvrage conclut au caractère très peu rentable de ces formes de mobilisation, qui renforcent même la solidité de la domination politique à l'œuvre dans les sociétés démocratiques contemporaines<sup>5</sup>. Mais c'est bien sûr avec la publication en 2003 de l'ouvrage collectif consacré à *La politisation* et surtout la définition canonique que Jacques Lagroye en propose, que s'ouvre un véritable espace de recherche autour de ce concept qui prolonge et surtout relance les travaux sur l'encastrement social du politique<sup>6</sup>. À le lire, l'ordre politique, aussi spécialisé et clos soit-il, reste toujours poreux à d'autres logiques sociales et son autonomie est donc bien relative et jamais assurée. Surtout, il ne peut pas y avoir du politique *a priori* ; tout est désormais politisable, sous certaines conditions<sup>7</sup>.

4. Darras (É.), dir., *La politique ailleurs*, *op. cit.*

5. Revenant en 2013 sur cet ouvrage séminal, Éric Darras propose un *aggiornamento* très relatif de la conclusion : l'entreprise politique non conventionnelle reste toujours peu à même d'éroder les formes de domination sociale et politique (Darras (É.), « La (science) politique ailleurs : retour vers le futur », in *Penser la science administrative dans la postmodernité : mélanges en l'honneur du professeur Jacques Chevallier*, Paris, LGDJ 2013).

6. Lagroye (J.), dir., *La politisation*, *op. cit.* Sur ce point de la « définition lagroyenne de la politisation », cf. Aït-Aoudia (M.), Bennani-Chraïbi (M.), Contamin (J.-G.), « Contribution à une histoire sociale de la conception lagroyenne de la politisation », *Critique internationale*, 3 (48), 2010.

7. La majorité des notes critiques sur l'ouvrage insistent d'ailleurs sur ce point. Par exemple, Frédérique Matonti note la fin de « l'illusion de clôture sur soi de l'ordre politique » (*Revue française de science politique*, 4 (54), 2004, p. 715) ; Lilian Mathieu parle pour sa part d'un « concept ouvert et souple », pertinent pour affiner l'étude des relations complexes entre politique et société (in *Mouvements*, 30, 2003, p. 196).

Lorsqu'on se penche sur les nombreux travaux publiés dans les années 2000-2010 qui s'en réclament, cette approche de la politisation renvoie finalement à un « concept éponge<sup>8</sup> ». C'est donc principalement à en cadastrer plus finement les espaces de validité ainsi qu'à en diversifier les terrains d'application que porte l'effort collectif. Sous le premier aspect, Sophie Duchesne et Florence Haegel<sup>9</sup> puis Camille Hamidi<sup>10</sup> proposent une « définition élargie » de la politisation puisque celle de J. Lagroye est jugée peu opérante sur certains objets et surtout (encore) trop légitimiste. À la suite des travaux de Nina Eliasoph sur les phénomènes d'évitement du politique en contexte associatif et d'un article ancien de Jean Leca sur le repérage du politique, elles associent ainsi la politisation à des opérations de montée en généralité et d'objectivation des conflits. D'autres chercheurs font, pour leur part, voyager la définition lagroyenne de la politisation en l'appliquant à des réalités de plus en plus diversifiées dans le temps comme dans l'espace (social ou géographique)<sup>11</sup>. D'autres collectifs proposent également de l'enrichir par l'ajout de nouveaux labels et dénominations plus ou moins connexes. Par exemple, l'ouvrage dirigé en 2005 par Lionel Arnaud et Christine Guionnet sur *Les frontières du politique* renvoie à la même appréhension de la politisation comme indice de la construction sociale du politique<sup>12</sup>. Par le terme de « frontières », ils n'entendent pas délimiter un espace spécifique au politique mais bien montrer des phénomènes de porosité ou de déplacements entre univers sociaux différenciés (dont celui de la politique institutionnelle qui sert d'étalon *a minima* du politique). Plus tard, la somme dirigée en 2012 par Michel Offerlé, Laurent Le Gall et François Ploux sur *La politique sans en avoir l'air* propose le terme de « politique informelle » entendue comme forme adventice et dégradée de la politique institutionnelle qui, bien que rejetée en dehors de celle-ci, contribue activement à son entretien<sup>13</sup>. Par là, ils réintroduisent l'idée selon laquelle la logique polaire et binaire qui oppose usuellement les objets politiques entre eux ou même les éloignent sur un continuum (spécialisé/profane, formel/informel, haut/bas, conventionnel/non conventionnel, peuple/élite...) doit céder la place à une manière plus dialectique de penser le champ politique et son hors ou contrechamp, et ce afin d'en saisir plus finement la plasticité et la porosité. C'est d'ailleurs à travers ce

8. Aït-Aoudia (M.), Bennani-Chraïbi (M.), Contamin (J.-G.), « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », *Critique internationale*, 50, 2011, p. 9.

9. Duchesne (S.), Haegel (F.), « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, 6 (54), 2004.

10. Hamidi (C.), « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, 1 (56), 2006.

11. Une recherche sur le portail Cairn à partir des occurrences de la référence à l'ouvrage dans les productions de science politique étalées entre 2003 et 2016 permet de recenser 155 citations tandis que Google Scholar (qui inclut un bassin de lecture mondial) en dénombre 349.

12. Arnaud (L.), Guionnet (C.), dir., *Les frontières du politique*, op. cit.

13. Le Gall (L.), Offerlé (M.), Ploux (F.), dir., *La politique sans en avoir l'air*, op. cit.

cadrage élargi du politique que l'on peut mentionner les travaux qui réinvestissent des objets aussi canoniques que l'élection<sup>14</sup> ou bien l'action publique<sup>15</sup>.

Le terme d'ordinaire commence alors à apparaître au sein de ces débats. Mais par contraste avec la félicité dont jouit la notion de politisation, le mot (presque toujours mis entre guillemets) reste timidement employé. Surtout, il reste très peu défini, ne constituant en aucun cas une véritable catégorie savante mais plutôt l'affirmation d'une ambition de réalisme. Antérieurement appropriée par la philosophie et la phénoménologie mais aussi par la sociologie ou l'anthropologie, la notion d'ordinaire a pourtant, dans les années 2000, fait l'objet de quelques ouvrages pluridisciplinaires où participent déjà quelques politistes<sup>16</sup>. Notamment, le livre dirigé en 2002 par Jean-Louis Marie, Philippe Dujardin et Richard Balme pose frontalement la question de l'ordinaire en politique et vise à distinguer celui-ci du trivial, de l'anecdotique ou du microscopique pour en faire une problématique féconde de sciences sociales<sup>17</sup>. Il accueille de nombreuses contributions de politistes qui permettent de lire, en creux, les nombreuses contraintes pesant sur cette problématique de « l'ordinaire (du) politique ». Pierre Favre y rappelle notamment la dimension intrinsèquement extraordinaire du politique en ce que celui-ci renvoie *in fine* à la coercition légitime de l'état et qu'il interdit dès lors l'« hypothèse discontinuiste » où l'ordinaire n'est étudié que pour lui-même<sup>18</sup>. L'ordinaire du politique restera ainsi une problématique assez peu construite, du moins sous ce label. Il est par exemple significatif que la notion de profane, sociologiquement plus éprouvée et légitime, soit retenue par le collectif de chercheurs regroupé par Thomas Fromentin et Stéphanie Wojcik pour interroger l'élargissement de la participation des citoyens aux affaires publiques induit par la généralisation

14. Celle-ci se voyant nettement recontextualisée – qu'il s'agisse des territoires concrets où elle s'effectue comme des ancrages sociaux nombreux et indirects dont elle procède. Cf. Braconnier (C.), Dormagen (J.-Y.), *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieux populaires*, Paris, Gallimard, 2007 ; Braconnier (C.), *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leur contexte : bilan critique et perspectives*, Cergy-Pontoise, LEJEP-Lextenso, 2010 ; Agrikoliansky (E.), Heurtaux (J.), Le Grignoux (B.), dir., *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2011 ; Baamara (L.), Floderer (C.), Poirier (M.), dir., *Faire campagne ici et ailleurs*, *op. cit.*

15. On pense ici à la notion de *policy feedback* et à l'analyse qu'en propose Alexis Spire, non pas limitée aux effets directs liés à une politique publique mais intégrant une sociologie du rapport ordinaire à l'État, entendu comme « l'ensemble des représentations symboliques et des logiques pratiques qui découlent de la confrontation (conflictuelle ou non) avec une institution étatique » (Spire (A.), « Les *policy feedbacks* et le rapport ordinaire à l'État », *Gouvernement et action publique*, 4, 2016, p. 152).

16. Bien que titré explicitement vers le domaine politique (*L'ordinaire et le politique*), l'ouvrage collectif publié en 2006 sous la direction de C. Gautier et de S. Laugier penche nettement vers la philosophie, avec une seule contribution de politiste. Mais dans celle-ci tant l'objet (une série télévisée) que le cadrage théorique ne relèvent pas vraiment de la science politique (Gautier (C.), Laugier (S.), dir., *L'ordinaire et le politique*, *op. cit.*)

17. Marie (J.-L.), Dujardin (P.), Balme (R.), dir., *L'ordinaire*, *op. cit.*

18. Favre (P.), « Y a-t-il un rapport "ordinaire" au politique ? », in Marie (J.-L.), Dujardin (P.), Balme (R.), dir., *L'ordinaire*, *op. cit.*

des dispositifs délibératifs<sup>19</sup>. Comme le rappelle d'ailleurs Daniel Gaxie dans cet ouvrage, une telle analogie (qui emprunte à la distinction sacré/profane travaillée par la sociologie religieuse) peut utilement, lorsqu'elle est contrôlée, être exportée en sociologie politique pour voir autrement des réalités parfois trop familières ou, au contraire, invisibilisées<sup>20</sup>. L'ouvrage collectif *L'Europe des Européens*, même s'il est porté par une critique forte des analyses trop aériennes de ce que pensent de l'Union européenne les « citoyens ordinaires » (telles que les enregistrent les Eurobaromètres) et s'il entend, au contraire, comprendre comment ceux-ci l'appréhendent (notamment au moyen d'heuristiques de jugement déconnectées de la dimension institutionnelle de l'Europe), n'est pas plus prolixe sur la définition de l'ordinaire qui, pourtant, compose le titre de l'enquête sur laquelle il est fondé (CONCORDE, pour CONceptions ORDinaires De l'Europe)<sup>21</sup>. Enfin, d'autres travaux déplacent l'analyse de l'action collective des états-majors vers les « militants ordinaires » ou « du rang » qui, bien qu'ils participent au fonctionnement concret des entreprises politiques, sont « non consacrés par la mémoire ou les scènes médiatiques<sup>22</sup> ». En l'espèce, l'ordinaire est implicitement rabattu sur une position basse dans la hiérarchie des carrières politiques.

C'est en fait avec le chapitre rédigé en 2009 par Pierre Lefébure dans le *Nouveau manuel de science politique* sur « les rapports ordinaires au politique » que l'on trouve un premier véritable effort de clarification positive de la notion<sup>23</sup>. Outre la reprise d'une critique portant sur le légitimisme d'une définition trop restrictive du politique (comme seul espace social spécialisé) ou de la compétence politique (comme connaissance scolaire des formes institutionnelles et du vocabulaire spécifique du champ politique)<sup>24</sup>, le chapitre pose la catégorie d'« ordinaire » en opposition avec le formalisé ou tout débouché politique explicite. Ici, l'ordinaire est donc du côté de l'événement ou du produit sans rationalité politique : « l'ensemble de ce qui est contigu au

19. Fromentin (T.), Wojcik (S.), dir., *Le profane en politique, op. cit.*

20. Gaxie (D.), « Les profanes en politique : réflexions sur les usages d'une analogie », in Fromentin (T.), Wojcik (S.), dir., *Le profane en politique, op. cit.*

21. Gaxie (D.), Hubé (N.), De Lassalle (M.), Rowell (J.), dir., *L'Europe des Européens, op. cit.*

22. Neveu (E.), « Trajectoires de soixante-huitards ordinaires », in Damme (D.), Gobille (B.), Matonti (F.), Pudal (B.), dir., *Mai-Juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008, p. 308. Cf. également Bargel (L.), *Jeunes socialistes/ jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, 2009 ; Pagis (J.), *Mai 68. Un pavé dans leur histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014 ; Joshua (E.), *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, 2015.

23. Lefébure (P.), « Les rapports ordinaires à la politique », in Cohen (A.), Lacroix (B.), Riutort (P.), dir., *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009.

24. Dans les années 1990, de nombreux travaux américains ont abouti à une réelle dévaluation de la vision classique de la compétence politique (connectée à une connaissance de la vie politique et de ses dimensions structurantes, déconnectée de toute action et surtout individualisée dans le for intérieur des consciences), désormais considérée comme un « artefact épistémologique » (Blondiaux (L.), « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? Retour critique sur un concept classique de la science politique », *Revue française de science politique*, 57 (6), 2007, p. 760).

politique en finalité<sup>25</sup> ». On retrouve une autre définition de l'ordinaire, cette fois-ci détaché de la politique spécialisée, dans l'entreprise collective visant à poser une ethnographie du vivre-ensemble<sup>26</sup>. En effet, le politique n'étant plus conceptualisé comme relevant d'un espace constitué *a priori* et stable (le « politique comme chose ») mais bien, selon John Dewey, comme un principe d'enquête et d'exploration du monde (le « politique comme activité »), il est désormais possible d'en trouver l'écho « dans l'expérience ordinaire, dans le flux de la vie de tous les jours des personnes et des collectifs<sup>27</sup> ». À la suite, les ouvrages consacrés aux formes contemporaines de « résistances au quotidien<sup>28</sup> » ou aux « citoyennetés ordinaires<sup>29</sup> » s'inscrivent dans ce même couplage entre le civil et le politique mais avec, là aussi, une nette prime donnée au premier. Car avec le prisme de l'ordinaire (souvent défini par l'immanent et le concret), il s'agit avant tout de proposer un décentrement de la question de l'engagement ou de la citoyenneté, moins liées à l'état national, déconnectées des horizons normatifs qui lui sont attachés et, au contraire, alimentées par des appartenances communautaires ou se construisant dans le proche. Par ailleurs et même s'ils ne portent pas spécifiquement sur des questions politiques, d'autres dossiers de revue interrogent également l'ordinaire de certains mondes ou moments sociaux, qu'ils soient supposément effervescents comme les guerres<sup>30</sup> ou plus invisibles comme les relations ethniques<sup>31</sup> et les « arrières-scènes participatives<sup>32</sup> », et ce pour mieux révéler leurs logiques de fonctionnement et donner un surcroît de réalisme aux analyses. L'ordinaire n'est donc plus seulement une façon attirante de dénommer une recherche mais bien, désormais, de la construire.

## Une lecture réaliste et novatrice des processus de politisation ordinaire

Maintenant que cet agenda de recherche est retracé à grands traits, on peut s'intéresser à *L'ordinaire du politique* pour souligner ce qu'il lui doit, en quoi il le prolonge et comment il le renouvelle. Plus que la forme de l'ouvrage (caractérisée tant, dans la première partie, par une certaine fluidité grâce à l'enchaînement de quatorze chapitres organisés autour de sept séquences, que par sa dissymétrie puisque la seconde partie du livre n'est constituée que d'un seul chapitre), nous aimerions ici en discuter trois axes transversaux.

25. Lefébure (P.), « Les rapports ordinaires à la politique », art. cit., p. 376.

26. Berger (M.), Cefaï (D.), Gayet-Viaud (C.), dir., *Du civil au politique*, op. cit.

27. *Ibid.*, p. 9-10.

28. Frère (B.), Jacquemain (M.), dir., *Résister au quotidien ?*, op. cit.

29. Carrel (M.), Neveu (C.), dir., *Citoyennetés ordinaires*, op. cit.

30. *Agone*, « L'ordinaire de la guerre », 53, 2014.

31. *Sociétés contemporaines*, « Ethnicisations ordinaires, voix minoritaires », 70, 2008.

32. *Lien social et Politiques*, « La participation sociale et politique au quotidien », 71, 2014.

Puisque l'ordinaire est défini (p. 15-16) tant par l'institué (le ce qui va de soi) que par le quotidien (la vie de tous les jours et la densité des relations sociales), comment dès lors y accéder en situation d'enquête ? On commencera donc par la question méthodologique, souvent invisibilisée dans de nombreux travaux et qui est, ici, magistralement posée et renouvelée à travers un véritable *aggiornamento* des méthodes traditionnelles d'enquête<sup>33</sup>. Cerner l'ordinaire nécessite en effet d'abord un enregistrement du répétitif, ce que rend classiquement possible l'engagement ethnographique (chapitre 2 de David Gouard, chapitre 5 de Yassin Boughaba) mais également, de manière très originale, l'itération des enquêtes (chapitre 7 de Christèle Marchand-Lagier qui analyse un retour auprès d'enquêtées dix ans après, chapitre 13 de Philippe Aldrin et Marine de Lassalle qui proposent une ré-analyse du matériau recueilli à l'occasion de l'enquête CONCORDE, ou chapitre 15 de F. Buton, P. Lehingue, N. Mariot et S. Rozier sur la question de l'entretien panélisté). Il s'agit également de rendre possible la saisie de l'extensif, c'est-à-dire l'objectivation des réseaux de connaissances des enquêtés, que ce soit par des entretiens approfondis (chapitre 1 d'Éric Agrikoliansky ou chapitre 6 d'Ivan Sainsaulieu, Muriel Surdez et Éric Zufferey), par des entretiens collectifs de couple (chapitre 11 de Charlotte Dolez et Guillaume Garcia), par la technique de l'échantillonnage en boule de neige (chapitre 8 de Julien Audemard) ou par des entretiens collectifs *in situ* (chapitre 14 de Céline Braconnier). À cet égard, la règle canonique de l'anonymat ou de l'impersonnalité de la situation d'entretien pose problème lorsqu'il faut saisir l'interconnaissance : ainsi, certaines contributions assument pleinement de débiter l'enquête auprès de personnes personnellement connues (chapitres 8 ou 15). De ces propositions méthodologiques découle notamment l'attention au grain fin des parcours biographiques, ce qui se matérialise par des échantillons plutôt faibles (quatre pompiers dans le chapitre 5, quatorze enquêtées dans le chapitre 6, quatre couples dans le chapitre 11, et surtout une seule trajectoire qui mobilise l'analyse croisée de quatre chercheurs et quelque soixante-dix pages dans le chapitre 15 qui mériterait à lui seul un compte-rendu !)<sup>34</sup>. De même et à rebours d'une certaine tendance des sciences sociales

33. C'est notamment l'entretien semi-directif (longuement critiqué p. 167 et suiv. par C. Marchand-Lagier ou bien p. 297 et suiv. par Ph. Aldrin et M. de Lassalle) qui doit être repensé, et ce en raison des problèmes qu'il crée ou des non-dits qui le fondent : artificialité, asymétrie, exogénéité. Mais la critique, tellement évidente qu'elle n'est explicitée qu'à de brèves pages (exemple, p. 338) vaut surtout pour les sondages d'opinion ou certaines enquêtes quantitatives qui proposent des régressions atomistiques vers un « individu » totalement désocialisé.

34. Outre sa bizarrerie formelle, ce chapitre se distingue surtout par son côté expérimental et l'intrusion qu'il autorise dans les coulisses d'une recherche collective : présentation d'un dispositif d'enquête par entretiens approfondis et panélistés sur une séquence assez longue de deux ans, variété des problématiques ainsi recueillies (chaque vague d'entretien interrogeant des aspects différents de la vie sociale des enquêtés.e.s) mais surtout analyses extrêmement fines (et pas toujours concordantes) sur le cas de « Max » dont l'enjeu est ainsi de savoir pour qui il a voté lors de l'élection présidentielle de 2007. Si le suspense reste entier quant à cette question précise, ce chapitre 15 démontre surtout qu'il est possible tout à la fois d'*analyser*, de *comprendre* comme de *respecter* la densité d'une parole sollicitée pour une enquête et recueillie en entretien

à privilégier les comparaisons internationales, l'ouvrage acte un certain retour à la monographie ainsi qu'à une appréhension écologique des rapports au politique. Les chapitres 1 et 2, par exemple, présentent deux espaces géographiques et sociaux diamétralement opposés (le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris et la Cité Youri Gagarine à Ivry-sur-Seine) mais qui s'avèrent redevables d'une logique similaire de rapport oblique à la politique. La juxtaposition d'espaces réduits et du temps long permet également de belles analyses : mentionnons la commune de Saint-Vast, près d'Amiens (chapitre 3 de Sébastien Vignon), la commune de Mathieu, près de Caen (chapitre 4 de Fabrice Ripoll et Jean Rivière) ou bien la commune suisse de Senraz (chapitre 5). Et comme le montre bien le chapitre 7 sur les déterminants du vote FN, l'inscription locale structure fortement les rapports ordinaires à la politique (p. 174).

Aux enjeux méthodologiques s'ajoute la question de la définition, ou du moins du repérage, du politique, deuxième axe particulièrement intéressant de l'ouvrage. À cet égard, il se caractérise par un certain éclectisme, assumé dès l'introduction (p. 12). On trouve tout d'abord dans de nombreuses contributions une lecture explicitement restrictive du politique, assimilé à un espace social spécialisé, ainsi qu'une conception légitimiste de la compétence politique – fût-elle tempérée par les travaux récents d'ajustement de la problématique du cens caché<sup>35</sup>. Mais dans d'autres contributions (par exemple les chapitres 1, 2, 6, 7, 10 ou 13), la politique est analysée de manière plus ouverte (qualifiée p. 13 de « pragmatique »), c'est-à-dire inférée d'une capacité critique. Pour autant, la tonalité de l'ensemble penche plutôt vers l'idée que la politique reste avant tout une activité sociale spécialisée et donc réservée à quelques-uns. Les coordinateurs rappellent d'ailleurs dès l'introduction le caractère incontournable de la domination politique et de la *summa divisio* entre professionnels et profanes qui en découle : « Tourner le regard vers d'autres formes de participation à la vie publique, ou vers d'autres lieux que les urnes, permet indéniablement d'entrevoir d'autres possibles démocratiques. Mais ce regard "à côté" ou "au-delà" ne doit pas conduire à négliger que c'est principalement dans les urnes

---

(pour un total de 6 h 30 de discussion !), en évitant par là même cette « désinterlocution » qui consiste, selon Éric Chauvier, à opérer sur la situation de communication qu'est l'enquête une forme de réductionnisme épistémologique (Chauvier (É.), *Anthropologie de l'ordinaire. Une conversion du regard*, Toulouse, Anarchasis, 2011).

35. Avec la notion d'auto-(dés)habilitation des citoyens profanes vis-à-vis de l'ordre politique, D. Gaxie a su intégrer les acquis des travaux visant à reconsidérer dans un sens positif l'incompétence politique des citoyens mais sans pour autant remiser la question centrale des inégalités sociales quant à l'accès à la parole politique. Il critique notamment un des arguments forts du « paradigme cognitiviste » postulant la capacité des gens ordinaires à produire un raisonnement politique avec peu, à savoir l'équivalence fonctionnelle entre ces raccourcis d'information et les formes plus légitimes de connaissance de l'univers politique. Il y a en fait maintien d'une inégalité forte concernant le statut, l'étendue et la rentabilité de ces modes de production d'une opinion politique. D'où l'idée que ce qui prime n'est pas tant l'origine ni le volume de connaissances (et surtout la façon de les mobiliser) que le fait de se sentir autorisé ou pas à le faire (Gaxie (D.), « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des "citoyens" », *Revue française de science politique*, 57 (6), 2007).

que se détermine, encore aujourd'hui, l'expression de la volonté collective. Ce n'est qu'en ayant cette dimension à l'esprit que l'on peut prendre la mesure des effets, ségrégatifs et excluants, de nos systèmes démocratiques – et par là même mieux les mettre au jour et mieux les dénoncer » (p. 15).

De la sorte, et même si l'ouvrage entend déconnecter la politisation des moments d'effervescence politique ou de ses produits les plus explicites, la politique conventionnelle n'est pas tout à fait évacuée des analyses pour expliquer les rapports ordinaires à la politique. Cette résilience des catégories usuelles de la science politique est sans doute un artefact disciplinaire inévitable. Elle prend en tout cas plusieurs formes dans l'ouvrage. En premier lieu, il s'agit d'inférer les rapports ordinaires à la politique de certains biens et moments proprement politiques, sur la base de sollicitations provenant du monde politique institué. À cet égard, les élections municipales constituent le répertoire électoral le plus propice à déclencher de tels processus de politisation tout comme à analyser l'encastrement social du politique et ce, en raison d'une faible distance sociale entre représentants et représentés, d'un ancrage des enjeux politiques dans la réalité d'un territoire et parce que le vote y est finalement une activité ordinaire<sup>36</sup>. Les chapitres 1 (É. Agrikoliansky) et 2 (D. Gouard) analysent ainsi ces scrutins locaux en ce qu'ils sont révélateurs d'un type bien précis de rapport à la politique. Les chapitres 3 (S. Vignon) et 4 (F. Ripoll, J. Rivière) vont plus loin dans cette problématique de la compétition électorale en s'intéressant notamment à ce que le fait d'être dans une commune rurale ou périurbaine fait tant aux citoyens (transformation des sociabilités ou de la densité des réseaux sociaux) qu'à l'offre politique qui leur est proposée (constitution des listes municipales, manières de faire campagne)<sup>37</sup>. À ce sujet d'ailleurs, le rapport direct aux élus est également considéré comme un vecteur efficace de politisation au sens où il oblige les individus, même les plus éloignés de cet univers, à en présupposer puis à en rejouer *a minima* les codes. Le chapitre 9 (Lorenzo Barrault-Stella) analyse ainsi les demandes de contournement de la carte scolaire adressées à des élus locaux comme étant davantage qu'une médiation clientélaire classique puisque, si des logiques de cens jouent toujours bien (notamment dans le sentiment d'auto-habilitation à demander de tels passe-droits ainsi que dans l'aptitude à le faire de manière efficace), les classes populaires ne s'interdisent pas également d'interpeller les édiles, de manière plus directe et bricolée, c'est-à-dire sans souscrire aux formats légitimes (écrits et justifiés) de ces processus bureaucratiques. Peut-être parce qu'il porte sur un corpus de lettres adressées au député d'une circonscription populaire, le chapitre 10 (Sabine Rozier et Camille Magen) tire plutôt l'analyse vers les capacités critiques des citoyens :

36. Comme le montre le chapitre 15 (F. Buton, P. Lehingue, N. Mariot et S. Rozier), l'élection présidentielle est sans doute moins « ordinaire » mais elle est certainement davantage « politisante ». Cf. également à ce sujet SPEL, *Les sens du vote. Une enquête sociologique (France, 2011-2014)*, Rennes, PUR, 2016.

37. Sur la façon dont les rapports sociaux routiniers orientent les campagnes, cf. également Baamara (L.), Floderer (C.), Poirier (M.), dir., *Faire campagne ici et ailleurs*, op. cit.

car à travers ces malheurs couchés sur papier, des catégories normatives et morales souvent très personnalisées (reconnaissance du mérite, appel à la pitié) sont entremêlées aux catégories plus neutres du registre administratif. On le voit, s'énonce ici une « politique à bas bruit » (p. 205) démontrant à la fois ce que la thèse de la dépossession politique des classes populaires a d'exagéré mais également comment ces acteurs arrivent à contourner ou à bricoler les règles grammaticales les plus classiques du discours politique (montée en généralité, désingularisation des griefs).

Dans d'autres contributions, l'intérêt à la politique reste toutefois essentiellement suscité par des agents politisés, c'est-à-dire déjà connectés à la politique spécialisée, du moins fortement organisés<sup>38</sup>. Par exemple, la politisation du clivage ethnique dans la Cité Youri Gagarine d'Ivry-sur-Seine résulte de la stratégie d'un jeune entrepreneur politique tandis que l'ancien clivage social organisé par le Parti communiste est laissé en jachère et confiné aux espaces privés, et ce faute de structure de portage (chapitre 2). La question de l'influence des informations politiques s'inscrit également dans cette problématique de l'inférence par laquelle la politisation nécessite une impulsion d'en haut, même si celle-ci rencontre des savoirs préexistants avec lesquels elle compose. C. Dolez et G. Garcia (chapitre 11) montrent par exemple que la politisation de discussions dans certains couples est facilitée par des connaissances antérieures de cet univers, à la fois médiatiques et personnelles. Éric Darras et Sandra Vera Zambrano (chapitre 12) insistent de leur côté sur la nécessité de réfléchir à la question classique des effets politiques des médias en partant plutôt des pratiques concrètes des publics, de leurs choix (dont des formats culturels jugés parfois indignes mais qui peuvent être autant de façon d'apporter des clés d'intelligibilité politique), de leurs schèmes d'entendement, toujours socialement différenciés, et des types d'appropriation qu'ils autorisent<sup>39</sup>.

Mais plus que ces questionnements finalement assez classiques sur la nature et les limites du politique, l'ouvrage innove en troisième lieu dans l'analyse des

38. Cf. également Talpin (J.), « Jouer les bons citoyens. Les effets contrastés de l'engagement au sein de dispositifs participatifs », *Politix*, 75, 2006 ; Della Sudda (M.), « La politique malgré elles. Mobilisations féminines catholiques en France et en Italie (1900-1914) », *Revue française de science politique*, 60 (1), 2010 ; Déloye (Y.), « Pour une sociologie historique de la compétence à opiner "politiquement". Quelques hypothèses de travail à partir de l'histoire électorale française », *Revue française de science politique*, 57(6), 2007 ; Cossart (P.), Talpin (J.), « Les Maisons du Peuple comme espaces de politisation. Étude de la coopérative ouvrière la paix à Roubaix (1885-1914) », *Revue française de science politique*, 62(4), 2012 ; Erdi Lelandaïs (G.), « Le quartier comme espace de résistance et de politisation. La Vallée de Dikmen à Ankara face à un projet de transformation urbaine », *Cultures & Conflits*, 101, 2016.

39. Grâce à l'apport des *cultural studies* notamment, parler de « réception » n'implique plus un schéma balistique et descendant dans lequel le récepteur est cantonné à une posture de reprise plus ou moins réussie des formats légitimes d'énonciation du politique (Balland (L.), Berjaud (C.), Vera Zambrano (S.), « Les ancrages sociaux de la réception », *Politiques de communication*, 4, 2015 ; Jacquemart (A.), Albenga (V.), « Pour une approche microsociologique des idées politiques. Les appropriations ordinaires des idées féministes », *Politix*, 109, 2015).

modalités multiples de la politisation. On peut parler, à la suite de J. Lagroye et des travaux portant sur la mobilisation des expériences sociales dans l'appréhension du politique, d'un paradigme de la conversion, voire de la convertibilité. L'argument est que les logiques sociales qui caractérisent un individu en routine pèsent sur les formes d'énonciation et les pratiques politiques, aboutissant le plus souvent à une conformation du politique aux pratiques ordinaires<sup>40</sup>. Parler ainsi de convertibilité politique des expériences sociales motive notamment l'analyse des prédispositions individuelles à la politisation<sup>41</sup>. Rendre finement compte de la politisation des individus, de sa gradualité et des formes qu'elle prend, nécessite donc d'aller profondément dans la genèse de certaines dispositions à l'intérêt pour la politique, notamment pour ne pas limiter celui-ci à la question classique des rétributions de l'engagement ou de la disponibilité biographique. Cela renvoie à la force d'inertie de la socialisation, primaire mais également secondaire, qui explique les comportements politiques ultérieurs<sup>42</sup>. C'est ce que montrent particulièrement bien les chapitres 1 (sur le rapport au politique des classes supérieures), 2 (sur le rapport au politique des classes populaires), 5 et 6 (sur l'influence de la profession dans l'appréhension du politique), 7 et 11 (sur l'influence politique des entourages proches) ou 12 (sur le processus de politisation par les médias) où l'on retrouve bien souvent les mêmes rapports obliques à l'univers politique spécialisé découlant de prédispositions acquises antérieurement. D'où également cette proposition forte, dans le chapitre 13, de cerner des processus de « redimensionnement à soi du politique » par lesquels les individus ramènent ce que l'activité politique a d'esotérique à un univers de sens personnel, notamment sur la base de capacités socialement différenciées à placer son soi dans l'espace social.

Cet aspect presque ontologique de la politisation (entendue comme un état qui caractérise une personne) ouvre par ailleurs une réflexion plus métrologique sur les volumes, les logiques cumulatives, les rythmes, les seuils ou bien

---

40. Ainsi, le rapport ordinaire au politique fonctionne ici comme synonyme de la structuration sociale des comportements et représentations politiques. Une personne pense et agit politiquement comme elle est constituée socialement. « Plus le facteur extrapolitique [...] est prononcé et constitue une propriété structurante pour l'acteur, plus on peut théoriquement en attendre des effets dans l'organisation du rapport ordinaire de cet acteur au politique et aussi une traduction directe (par exemple l'orientation du vote) dans ses pratiques politiques formalisées et finalisées. [...] Ce qui importe ici, c'est la manifestation (quantifiable ou interprétable) de l'intrication du rapport ordinaire au politique dans les autres sphères de l'existence » (Lefebvre (P.), « Les rapports ordinaires à la politique », art. cit., p. 378).

41. Une autre stratégie d'analyse réside plutôt dans l'enregistrement des grammaires par lesquelles des discours et actions politiques se font en situation (Berger (M.), « Répondre en citoyen ordinaire. Pour une étude ethnographique des engagements profanes », *Tracés*, 15, 2008 ; Berger (M.), Cefaï (D.), Gayet-Viaud (C.), dir., *Du civil au politique*, op. cit.).

42. Ainsi s'explique la convertibilité politique particulièrement forte des schèmes d'entendement religieux (altruisme, don de soi, intégration dans des collectifs, etc.) et le fait qu'une pratique virtuose ou bien plus encadrée de la religion permet d'expliquer les formes ultérieures de militantisme (Pagis (J.), « La politisation d'engagements religieux. Retour sur une matrice de l'engagement en mai 68 », *Revue française de science politique*, 60 (1), 2010).

les réversibilités qui l'affectent. On peut à cet égard parler de carrière de (dé) politisation pour rendre compte d'un phénomène graduel et non linéaire, marqué par des bifurcations ou des réversibilités<sup>43</sup>. Le rapport ordinaire au politique est ainsi affecté par les divers changements des trajectoires biographiques (déménagements subis ou voulus, deuils, changements de statut matrimonial, etc.), ce que montrent particulièrement bien les chapitres 2 (au sujet d'anciens militants communistes), 3 (au sujet des habitants de Saint-Vast), 6 (au sujet de pompiers habitués à se frotter aux institutions communales) ou 7 (au sujet d'anciennes électrices du FN). De plus, la diversification croissante des identités et des appartenances sociales (et la déprise concomitante des identifications à des institutions centrales, comme la classe, l'École, la Nation, etc.) multiplie les « facteurs extrapolitiques » qui produisent du rapport ordinaire au politique. Se dessinent à l'analyse plusieurs matrices de politisation, au sens d'univers de sens et de pratiques qui vont apporter des clés d'intelligibilité comme d'évaluation des éléments relevant de l'univers politique spécialisé. En cela aussi, *L'ordinaire du politique* permet une première documentation de ces formes horizontalisées de politisation découlant de relations sociales denses et changeantes et qui ne sont dès lors plus logées dans le for intérieur des individus. La profession notamment réfracte fortement le rapport à la politique<sup>44</sup> : la séquence 3 se penche ainsi sur plusieurs métiers (pompier volontaire, agriculteurs laitiers, ingénieurs et directeurs de ressources humaines) et interroge ce que ceux-ci induisent de rapport spécifique à la politique, au-delà du prisme militant usuellement utilisé pour cerner le rapport du travail à la politique. À côté de ces formes relativement publiques, les entourages et les réseaux de sociabilité qui se déploient dans des espaces domestiques ou privés apparaissent également comme des vecteurs particulièrement propices à la politisation des individus, que cela concerne les populations aisées des beaux quartiers parisiens (chapitre 1, p. 32), les anciens militants communistes de la Cité Youri Gagarine (chapitre 2, p. 57), des électrices du FN (chapitre 7) ou bien des couples (chapitre 11)<sup>45</sup>. Ici, l'ordinaire est tiré du côté de catégories pratiques utilisées au jour le jour, véhiculant de

43. Ce que Julien Talpin dénomme la « compétence civique » découle d'une trajectoire biographique et peut être analysée comme une carrière qui se révèle, se renforce (et doit être analysée) dans des situations de discussion publique : la participation à des dispositifs délibératifs comme les budgets participatifs a un impact sur les trajectoires des individus, et ce par intégration des normes grammaticales apprises et exercées lors de ces événements (Talpin (J.), « Ces moments qui façonnent les hommes. Éléments pour une approche pragmatiste de la compétence civique », *Revue française de science politique*, 60 (1), 2010).

44. Par profession, il faut bien sûr entendre une forme d'organisation du travail permettant des possibilités plus ou moins ouvertes de carrière, une identification des personnes productrice d'un ethos mais aussi un espace de sociabilités (qui se prolongent même au-delà du travail, comme le montre particulièrement le chapitre 6). Cela permet également de souligner à nouveau l'importance des effets de contexte (et notamment les crises qui affectent certaines professions, comme les DRH et surtout les agriculteurs laitiers). Cf. également Biland (É.), « Les transformations générationnelles de la politisation dans les collectivités territoriales », *Politix*, 96, 2011 ; Pudal (R.), « La politique à la caserne. Approche ethnographique des rapports à la politique en milieu pompier », *Revue française de science politique*, 61 (5), 2011.

45. Cf. à ce sujet (mais avec d'autres méthodes) Muxel (A.), « La politisation par l'intime. Parler politique avec ses proches », *Revue française de science politique*, 65 (4), 2015.

l'émotion (p. 169) et pouvant dès lors être activées politiquement, à l'instar du lien ethnique (p. 60). D'où sans doute la variété des formes recensées de politisation : « politisation par délégation » (p. 26), « politisation retenue » (p. 27), « apolitisme politisé » (p. 32), « politisation par le bas » (p. 47), « politisations conduites et éconduites » (p. 56), « politisation populaire » (p. 118), « politisation *a minima* » (p. 265), « politisation ordinaire » ou bien « pratique » (p. 273)...

\* \*  
\*

Bien que l'ouvrage ne vise aucune représentativité, on pourrait toutefois regretter qu'il reste, aux seules exceptions des chapitres 1 et 6, marqué par un certain surinvestissement du populaire (par exemple avec les chapitres 2, 3, 5, 7, 9, 10 ou 11). Reste qu'au sortir de sa lecture, de nombreuses leçons émergent qui méritent d'être pleinement méditées par les politistes afin, s'il le fallait encore, d'achever de les convaincre de la complexité de l'objet politique, non réductible à son versant le plus cristallisé dans des institutions dédiées : variété des temporalités comme des espaces sociaux dans lesquels il peut émerger, remise en question de l'implicite de la centralité du politique, rejet du biais intellectualiste qui enferme l'activité politique dans des formes pures souvent scolaires, respectabilité à donner à des matériaux toujours jugés indignes et anecdotiques comme certaines productions culturelles et certains terrains, ou bien appel à l'inventivité méthodologique et au travail véritablement collectif. C'est sans doute à ce titre que *L'ordinaire du politique* n'est pas un ouvrage ordinaire de science politique.

---

**Julien WEISBEIN** est maître de conférences en science politique à Sciences Po Toulouse et chercheur au LaSSP (Laboratoire des sciences sociales du politique, EA4175). Ses travaux actuels portent sur les formes profanes de mobilisation face aux risques environnementaux, notamment sur les questions maritimes. Il a récemment publié sur ce thème « Capter et (co)produire des savoirs sous contraintes : le tournant expert

de Surfrider Foundation Europe », *Politix*, 111 (3), 2015 ; « Défendre le littoral en croisant les expertises : le cas des Gardiens de la côte », *Norois. Environnement, aménagement, société*, 238-239, 2016. Il a également co-dirigé avec Sylvia Becerra et Michèle Lalanne, *Faire face aux risques dans les sociétés contemporaines*, Toulouse, Octarès, postface de Claude Gilbert, 2016.

**julien.weisbein@sciencespo-toulouse.fr**